

Ce que Lamonde nous propose est une histoire où s'affrontent trois acteurs principaux : le public canadien-français représenté par l'assemblée législative et plus particulièrement par les libéraux, le clergé et les Anglais. Ces deux derniers s'allient pour vaincre le premier. Le clergé réussit une terrible « intrusion dans le temporel », s'emparant de l'éducation et des services sociaux (p. 488); quant aux Anglais, Lamonde nous livre sur eux un passage vraiment ahurissant (p. 489) : un long et amer réquisitoire dans lequel sont mêlés sans distinction les gouvernements britanniques, les bureaucrates du Bas-Canada, toute la population du Haut-Canada, ceux de 1791 comme ceux de 1859, tous accusés d'hypocrisie, de mauvaise foi, de vouloir réprimer, tromper, voire faire disparaître le Canada français. Il est facile de perpétuer de vieux mythes quand on utilise le même mot — Anglais — pour parler des Tories qui ont insisté sur la représentation égale (en 1860 comme en 1840) et des Grits qui voulaient la représentation basée sur la population.

Il faut signaler, enfin, que l'auteur est mal servi par son éditeur. Tous les tableaux ont été omis (et d'après les références du texte, ces tableaux auraient été bien utiles et intéressants). Les notes, plutôt que d'être mises en bas de page, sont cachées à la fin du livre (pratique extrêmement agaçante pour le lecteur) avec les références groupées de façon à rendre difficile l'identification des sources.

Pour le deuxième volume de cette oeuvre il faut souhaiter la même richesse de citations et de documentation avec peut-être plus de profondeur dans l'analyse des idées, plus de nuances et d'équilibre et un meilleur travail de la part de l'éditeur.

A. I. Silver
University of Toronto

René Leboutte (sous la direction de) — *Migrations et migrants dans une perspective historique. Permanences et innovations / Migrations and Migrants in Historical Perspective: Permanencies and Innovations*, Bruxelles, Presses interuniversitaires européennes et Peter Lang S.A., 2000, 346 p. (Coll. « Europe plurielle / Multiple Europes », n° 12).

L'historiographie a souvent maille à partir avec certains objets d'étude qui, une fois passés par le chas du paradigme de l'État-Nation, se voient tronqués de leurs aspérités intégrant peu ou prou le tissu national. Ainsi en est-il des études historiques sur les mouvements migratoires. En posant le canevas de la Nation, les historiens et historiennes s'accrochent malaisément des phénomènes de partance, de mouvance et d'arrivage. Valorisant des conceptions de la communauté historique comme société homogène ou société d'accueil, ils atténuent hélas! les variances importantes de ces phénomènes selon l'échantillon observé — individus, communautés familiales, réseaux de solidarité ethniques ou sociaux — et l'angle d'observation — aires de départ et d'arrivée, attention portée sur le socio-économique, le culturel, le politique.

D'où la nécessité d'une analyse multipolaire et multidimensionnelle de l'histoire des migrations, vu le caractère polymorphe de cet objet historique, rétif aux généra-

lisations hâtives et aux problématiques bancales, souvent desservi par la quantification descriptive. Certains s'attellent à ce défi de renouvellement historiographique, en esquisant une « sociographie des migrations » par la compréhension des chemins de la migration, des réseaux, des stratégies et des personnalités des migrants (p. 15). Les 17 auteurs de *Migrations et migrants dans une perspective historique. Permanences et innovations* tentent ici de relever le défi. L'historien belge René Leboutte a recueilli leurs 15 contributions, issues des travaux du Forum 1997–1998 de l'Institut universitaire européen de Florence. Le présent ouvrage constitue d'ailleurs les actes d'une conférence internationale tenue en octobre 1997 sous le parrainage du Forum.

Certes, il s'avère ardu de fournir au lecteur une unité de ton et de propos devant le caractère de l'objet d'étude et le format d'édition. Il importe donc de tracer les balises, de délimiter les cadres de l'analyse. L'ample introduction de Leboutte s'y applique systématiquement (p. 15–54). Avant d'inscrire les migrations dans une perspective de longue durée — l'influence d'Aristide Zolberg est ici manifeste — puis cerner les chemins de la migration et les personnalités des migrants, l'historien propose un repérage analytique en quatre niveaux, des typologies des migrations circulaires et « non-circulaires » aux théories sociologiques d'Immanuel Wallerstein en passant par les systèmes migratoires — étudiés entre autres par les historiens Dirk Hoerder et Jan Lucassen — et les modèles macro-spatiaux, démographiques, économiques et familiaux. Bien que riche en enseignements, l'exercice n'est pas exempt d'embûches, la réalité vécue des acteurs historiques n'ayant pas à se plier aux desiderata analytiques des historiens. Un exemple suffira pour s'en convaincre. Si elle veut découper nettement les contours conceptuels autour du moule géographique, la distinction entre la *migration*, soit l'« ensemble de déplacements ayant pour effet de transférer la résidence des intéressés d'un certain lieu d'origine à un certain lieu de destination », et la *mobilité*, comprise d'abord comme « la possibilité d'étendre géographiquement son marché du travail sans changement de domicile » (p. 15–16) puis étendue aux stratifications sociales (p. 17), ne s'avère guère opératoire selon les contextes historiques. Non seulement elle implique les anachronismes de la pérennité des contrôles étatiques des mouvements de population (p. 15) ou de la sédentarité résidentielle, elle postule aussi que ces mouvements soient linéaires et surtout clos. Pourtant, les expériences de la migration ne sont pas nécessairement téléologiques car les migrants peuvent demeurer longtemps sur la route, peu importent leurs escales.

Offrant ensuite un florilège d'études de cas, *Migrations et migrants dans une perspective historique* se divise en trois parties. La première et la plus importante du lot, celle des « permanences et mutations » (p. 55–269), se fait plus bigarrée et quelque peu trompeuse dans son regroupement. En effet, les permanences et les mutations se résument au contexte socio-historique du monde issu de la Révolution industrielle, avec des pointes poussant vers le XX^e siècle. Cette précision de périodisation importe, lorsque l'on sait que les structures du monde du travail influent sur la décision de migrer. Or, au cours d'une durée moyenne comme celle des deux siècles derniers, l'industrialisation impose un ensemble de structures telles que le primat du salariat, la division systématique et rationnelle des tâches et l'évaluation

quantitative et scientifique du capital cognitif. Si elles ne sont pas placées au regard comparatif d'autres systèmes, comme celui du mode de production féodal par exemple, il est difficile d'apercevoir les permanences et les mutations structurelles, d'apprécier leur portée sur les stratégies de migration.

Quoiqu'il en soit, cette première partie comprend des études monographiques appartenant à des horizons variés. Elles mettent principalement l'accent sur des terrains d'enquête strictement circonscrits — le Massif central (p. 57–75), Casacalenda dans le Molise (p. 111–139), Brême (p. 165–205) ou les Asturies (p. 219–241) — ou sur des groupes sociaux nettement délimités — les domestiques et servantes (p. 77–96), les journaliers (p. 97–109), les étudiants (p. 243–270). D'autres contributions se démarquent par le souffle plus imposant de leur problématique. Explorant le rôle d'un pays d'escale — le Canada — dans les processus migratoires internationaux et intercontinentaux au début du XX^e siècle, l'étude de l'historien Bruno Ramirez prolonge et affine des conclusions de ses précédents travaux, dont *Par monts et par vaux* (1991). Dans un texte concis mais éclairant, rejoignant par là les travaux des historiens Mark Wyman (*Round-Trip to America*, 1993) et Dino Cinel (*The National Integration of Italian Migration*, 1991), l'historienne Karen Schniedewind s'intéresse, dans la foulée de l'*Alltagsgeschichte*, aux motivations et aux stratégies des migrants allemands justifiant leur retour dans la mère-patrie (p. 207–218). Les pistes découvertes s'annoncent fécondes et rompent avec quelques idées préconçues en histoire des migrations, celles du départ vu comme un arrachement ou comme une décision irrévocable.

Migrations et migrants dans une perspective historique présente par la suite deux parties plus homogènes quant à leurs problématiques. Tout d'abord, les migrations forcées, qu'elles soient issues des déportations menées sous l'Empire ottoman des XIX^e et XX^e siècles (p. 273–292) ou des départs de coloniaux suite aux levers des « soleils des indépendances » en Afrique et en Asie (p. 293–308), fournissent de brèves matières à analyse. Ensuite, les politiques migratoires contemporaines, sur les plans de leur insertion dans la régulation de l'offre de travail en Europe de l'après-guerre (p. 311–329) ou de leur efficacité démographique et économique (p. 331–346), constituent un dernier ensemble. Là, bien que la cohérence du tout soit assurée, quoique des textes détiennent une valeur heuristique indéniable pour des recherches ultérieures (voir ceux en p. 273–292 et 311–329), ces études embrassent plus qu'elles n'étreignent, laissant le lecteur inassouvi sur sa faim.

Bref, *Migrations et migrants dans une perspective historique* montre volontiers le potentiel de l'analyse multipolaire en histoire des migrations, au-delà des présupposés nationalistes. Tel est bien son grand mérite. Toutefois, l'histoire n'est pas qu'une sociologie transplantée dans le passé. Faute d'intégrer les variables des temporalités dans l'étude historique des migrations, de saisir l'objet d'étude dans des contextes variés permettant d'en faire jaillir sa pleine complexité, dans ses invasions et ses métamorphoses, il y a risque de se cantonner à une addition de monographies un peu sèches sous une même reliure. Ce n'est pas là rendre justice aux grandes remues des êtres dans l'espace et le temps.

Martin Pâquet

Koula Mellos et Patrick Savidan (sous la direction de) — *Pluralisme et délibération. Enjeux en philosophie politique contemporaine*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1999, 193 p. (Coll. « Philosophica », n° 50).

Dans le contexte européen de 2001, marqué par le débat autour de l'élargissement de l'Union européenne vers douze pays candidats, dont plusieurs pays d'Europe centrale et orientale, en quoi ce collectif peut-il aider à comprendre les questions fondamentales qui se posent aux sociétés contemporaines? Pour poursuivre la lecture à l'aune des débats communautaires, comment repenser le fondement d'une société? Qu'est-ce que la nouvelle gouvernance et la transparence que l'on souhaite y retrouver? Quelle éthique pour les sociétés contemporaines? C'est à ces questions et à de nombreuses autres que répond l'ouvrage de Koula Mellos et Patrick Savidan.

Dans sa présentation des tendances contemporaines, Mellos présente un bilan historiographique qui permet au lecteur de resituer les débats actuels dans le fil des discussions antérieures. Utile, certes pour quiconque a perdu de vue la filiation entre les Habermas, Foucault et autres Gadamer avec les Hobbes et les Locke. De quoi discute-t-on? Des rapports entre l'individu et la collectivité, bien sûr. Existe-t-il une hiérarchie entre ces notions? Dans la gestion publique, que devrait-on privilégier? Quelles sont les réponses apportées? Dans sa conclusion, Mellos en mentionne quatre : l'individualisme indépendant, le communautarisme culturel, le procéduralisme et l'individualisme expressif. Selon l'auteure, seules les perspectives communautariste et procéduraliste offrent une solution politique viable. Pourquoi? Parce qu'ils font appel à un ordre supérieur à l'individu, à cette notion peut-être un peu archaïque à l'heure de la mondialisation, d'intérêt commun, de bien commun.

Dans la deuxième partie, les quatre contributions s'attaquent à démontrer, par des études de cas, la nécessité de la transcendance telle qu'exprimée dans la conclusion de Mellos. Dans un premier temps, Alain Renaut sonde les fondements philosophiques du multiculturalisme. Inutile sans doute de rappeler l'actualité de ce concept dans la gestion de la *res publica* européenne, par exemple. Renaut, en suivant la pensée de Max Weber, fournit plusieurs éléments. Par une analyse serrée des Essais sur la théorie de la science, Renaut ouvre des pistes spécifiques pour définir et comprendre ce qui est fondamentalement en jeu dans le multiculturalisme. Carl Schmitt poursuit la pensée de Weber en utilisant la formule « Auctoritas, non veritas facit legem » pour aboutir au décisionnisme pur. Comment mettre en application cette pratique dans des contextes divers? Encore une fois, la contingence du monde réel tempère l'ordre idéal.

Dans un deuxième temps, Geneviève Nootens analyse les fondements de la tolérance religieuse, particulièrement dans la dichotomie qu'elle suppose entre l'ordre public et l'ordre privé, tous deux assortis de principes et de valeurs spécifiques. Que faire pour maintenir la cohérence entre ces ordres? Que faire pour gérer les rapports parfois conflictuels entre valeurs individuelles et bien commun? Si l'on prend la tolérance religieuse, l'on perçoit toute l'actualité de cette analyse. Quelles